

#GAMECHANGERS QUESTIONS FRÉQUEMMENT POSÉES

Une pensée progressiste et un leadership audacieux exigent que nous réfléchissions au-delà d'aujourd'hui et de demain.

Pendant trop longtemps la FIFA, les fédérations régionales et les associations nationales ont fait fi de leurs responsabilités vis-à-vis des clubs, des joueurs et des fans, préférant une attitude de laissez-faire à une réforme progressiste.

Aucun autre sport ne fonctionne avec un système de transferts dans lequel les joueurs sont vendus comme des marchandises. Croire que le statu quo est ce que nous pouvons faire de mieux pour organiser notre sport est erroné et ne tient pas compte des droits des footballeurs à travers le monde.

Nous devons développer avec toutes les parties prenantes du football une vision audacieuse de notre futur qui soit plus juste et profite à l'ensemble du secteur du football. La suppression du système des transferts défaillant et l'élimination de l'investissement spéculatif sur les joueurs contribueraient directement à un sport plus durable. Cependant, nous sommes conscients qu'il existe de nombreuses préoccupations auxquelles nous souhaitons répondre :

1. Une réduction des frais de transfert ne fait qu'augmenter les salaires des joueurs et profite aux joueurs déjà très bien rémunérés :

Aucun autre sport ou secteur ne fonctionne avec un système de marché des transferts comme celui du football. Ce système a contribué à des frais exorbitants, à des transactions financières opaques, et néglige régulièrement les joueurs. Le salaire annuel médian d'un joueur de football professionnel est de 43 000\$ (FIFA TMS, 2012). Cependant, des études montrent que de nombreux joueurs ne perçoivent pas le salaire convenu, et font face à des difficultés financières après leur courte carrière. Bien que la suppression des frais de transfert puisse dans certains cas entraîner des salaires plus élevés pour les joueurs d'élite, cela donnerait à leurs pairs moins connus des emplois plus stables et créerait un environnement plus durable pour les clubs.

2. Les problèmes du système actuel devraient avoir été évoqués avec les parties prenantes du football :

Quelques personnes ont dominé à huis clos pendant des décennies la gestion du football sans aucune surveillance externe. La prétendue famille du football s'est abritée derrière l'apparente autonomie du sport. Des discussions internes impliquant la FIFA et d'autres fédérations régionales, clubs et syndicats de joueurs visant à une réforme progressiste du système sont en cours depuis plusieurs années, sans pour autant avoir produit des résultats significatifs.

FAQ

3. La décision de contester le système des transferts est source d'incertitude et met en danger un système fonctionnel qui a créé une croissance continue pendant plus d'une décennie :

Les revenus du football ont commencé à croître avant l'arrêt Bosman en 1995 et la mise en œuvre du système de transfert moderne en 2001. Le système actuel a favorisé les abus commerciaux et facilité l'exploitation par des tiers qui ont tiré un profit personnel énorme du football professionnel sans contribuer à son développement. En outre, des transactions opaques ont également exposé le football au risque de blanchiment d'argent et ne sont pas parvenues à redistribuer les revenus efficacement entre les clubs. Par conséquent les bénéfices potentiels d'une réforme du secteur surpassent de loin les risques. Bien que la réforme implique un certain degré d'incertitude, cela ne devrait pas nous empêcher de prendre les bonnes décisions pour l'avenir.

4. FIFPro n'a pas répondu à la question de ce qui devrait remplacer le système des transferts, ni comment cette alternative fonctionnerait et garantirait un avenir meilleur à notre sport :

En fin de compte, les réformes du secteur doivent faire l'objet de discussions et être le résultat d'un accord collectif entre les différents acteurs. Toutes les parties prenantes doivent coopérer afin de parvenir à ce résultat. Là où nous voulons en venir, c'est que le football ne devrait pas avoir peur de la libre concurrence. Par ailleurs, il est clair que nous avons besoin d'une structure réglementaire plus transparente, plus juste, qui respecte l'État de droit et qui répond aux besoins actuels du secteur du football. La structure devrait comprendre : (1) une réglementation du marché de l'emploi juste, établie par négociation collective, (2) plus d'emplois de qualité pour les joueurs soutenus par des clubs plus durables, et (3) une gestion transparente qui rend compte aux joueurs, aux clubs et aux fans.

5. La stabilité contractuelle est essentielle pour les sports d'équipe. Un système qui permet aux joueurs de changer d'équipe sans restriction menace l'existence du sport :

Le respect des contrats est important dans les relations de travail. Les contrats contraignants profitent aux clubs comme aux joueurs. Cependant, une stabilité absolue nuit à la concurrence et ignore les droits des joueurs en tant que travailleurs. L'accès au marché du travail et la liberté de circulation sont le reflet du droit de tout employé à changer d'employeur. La violation d'un contrat, une rupture irrémédiable des relations, l'absence d'opportunités professionnelles ou des raisons personnelles peuvent être des raisons valables incitant un employé à chercher un nouvel emploi. Les périodes protégées, fenêtres de transfert et autres règles restrictives doivent être réalignées sur le principe de libre circulation. Nous comprenons le besoin de protéger l'intégrité sportive du football, mais un nouveau système devrait concilier cela avec la liberté de circulation des travailleurs.



6. Abolir le système de transferts laissera de nombreuses académies démunies en raison de la fin des paiements des indemnités de formation lors de chaque transfert :

La formation des jeunes joueurs est au cœur du sport. La spirale de l'augmentation des frais de transferts pousse les clubs à vendre très tôt leurs meilleurs talents. Le financement de la formation des talents devrait être basé sur une source de revenu stable, plutôt que de reposer sur une indemnité générée par une gestion spéculative et un revenu de transfert imprévisible. En même temps, les clubs ne devraient pas être empêchés de conclure des contrats, et les joueurs ne devraient pas voir leur liberté de circulation réduite, en raison d'indemnités disproportionnées vaguement basées sur le coût de la formation. Une nouvelle solution durable doit être trouvée qui profite aux jeunes joueurs, soutient le rôle social des clubs et respecte la liberté de circulation.

7. Abolir le système de transferts ruinera de nombreux clubs de petite et moyenne taille dont l'essentiel des revenus repose sur ce système:

Les ressources financières du football augmentent, mais la gestion financière demeure volatile. Les investissements spéculatifs sont une conséquence du système de transferts et ont eu pour résultat le fait que de nombreux clubs fonctionnent en étant au bord de la faillite. De plus, l'effet redistributif du système de transferts est très limité. Selon une étude publiée en 2013, les versements de solidarité aux clubs de ligues inférieures représentent à peine 1,8 % de l'ensemble des frais de transfert. Un partage plus important des revenus et une plus grande solidarité entre les clubs professionnels sont nécessaires. Le système actuel impose aux clubs de petite et moyenne taille de chercher à être compétitifs sans autre choix que de dépendre des revenus générés par les transferts spéculatifs de joueurs. Une plus grande solidarité financière entre clubs et une redistribution plus durable des revenus profiterait aux clubs, aux joueurs et aux fans.

8. L'abolition du système de transferts exigera la création d'un modèle alternatif tout aussi contraignant et tout aussi injuste :

Beaucoup des problèmes auxquels fait face le football sont liés, directement ou non, au système de transferts. Aucun autre sport ne fonctionne avec un système de transferts dans lequel les joueurs sont vendus comme des marchandises. Croire que le statu quo est ce que nous pouvons faire de mieux pour organiser notre sport est erroné. Il ne s'agit pas, à l'aide d'une réglementation du marché de l'emploi plus juste, de mettre tous les clubs sur un pied d'égalité (il y aura toujours des différences entre les petits et les grands clubs) mais nous devons créer un meilleur environnement qui contribuera à protéger les droits des joueurs, l'intégrité du football et sa croissance durable.